



Note thématique sur le financement climatique : le financement de l'atténuation

Fondamentaux
du financement
climatique **4**

DÉCEMBRE 2017

Neil Bird et Charlene Watson, ODI,
et Liane Schalatek et Katharina Keil, HBS

Les progrès en matière de réductions d'émissions ambitieuses ont été lents à ce jour. Le financement climatique peut jouer un rôle crucial en soutenant les pays en développement à assurer une transition vers des systèmes de production et de consommation énergétiques écologiquement viables, tout en répondant aux priorités de développement de la sécurité énergétique et de la pauvreté énergétique. Actuellement, les principales sources de financement public internationales destinées à l'atténuation sont le Fonds pour les technologies propres (FTP), administré par la Banque mondiale, et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Pour leur part, le Fonds mondial pour la promotion de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables (GEEREF), créé par l'UE, et le Programme de développement accéléré des énergies renouvelables (SREP), administré par la Banque mondiale, fournissent des financements à plus petite échelle en matière d'atténuation. Maintenant opérationnel, le Fonds vert pour le climat (GCF), va progressivement devenir la principale source de financement d'atténuation. Actuellement, environ 53% du financement approuvé depuis 2003 provient des initiatives spécifiques de financement climatique que la Mise à jour des fonds climat supervise et sont approuvés pour des activités d'atténuation (à l'exclusion du REDD+) dans les pays qui connaissent une croissance économique rapide, et principalement pour aider au développement et au déploiement des technologies liées aux énergies renouvelables et de rendement énergétique. Le montant cumulé des financements approuvés pour l'atténuation des émissions mondiales est de 9,1 milliards US\$ à ce jour en décembre 2017.

Introduction

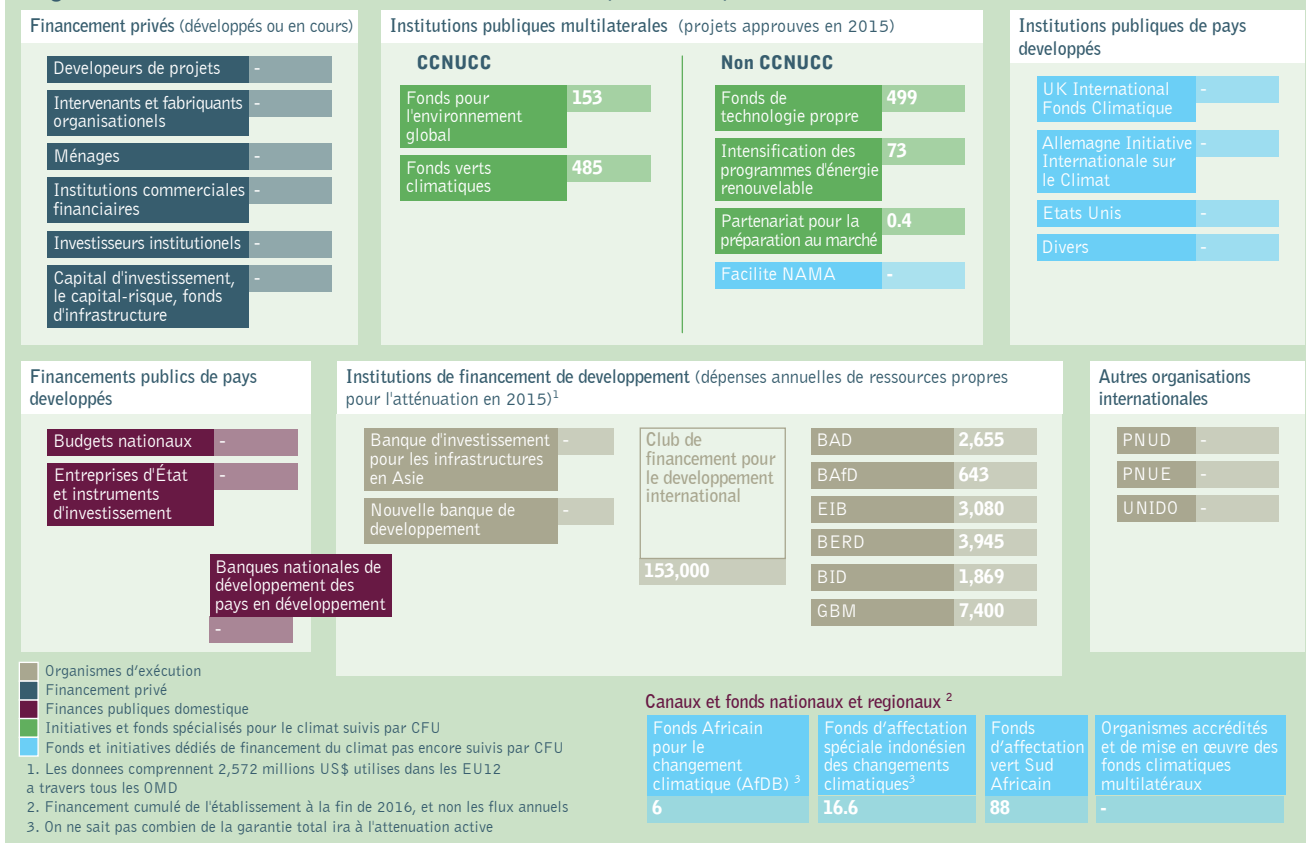
Il y a consensus - confirmé par le 5ème rapport du groupe intergouvernemental sur l'évolution climat (GIEC) - sur l'impératif de maîtriser le réchauffement climatique en-deçà de 2° C, si l'on veut éviter ses effets les plus dangereux. Mais la fenêtre d'opportunité pour y arriver pourrait se fermer très vite. Le rapport prédit que les émissions de Gaz à Effet de Serre doivent baisser de 40 à 70% d'ici 2050 par rapport à leur niveau en 2010 pour ne pas dépasser le seuil de 2°C. L'Accord de Paris a augmenté l'ambition de maintenir le

réchauffement global plus proche de 1,5° C, poussant plus loin encore la surenchère. Cet effort immédiat de réduction incombe principalement aux pays développés même s'il est essentiel que les pays en développement intègrent l'atténuation climatique dans leurs plans de développement et appliquent des stratégies de développement bas-carbone. Le financement climat international aide les pays en développement à mettre en œuvre des actions d'atténuation prioritaires, y compris des programmes sur les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et le transport durable.

Tableau 1: Les fonds principaux d'aide à l'atténuation (USD millions, 2003-2017)

Fonds	Engagé	Déposé	Approuvé	Projets approuvés
Fonds pour les technologies propres (FTP)	5466,15	4774,15	5153,5	114
Fonds pour l'environnement mondial (FEM 4, 5 et 6)	3352,55	3337,97	2142,9	493
Fonds vert pour le climat (GCF)	10009,72	6412,60	1063	16
Programme de développement accéléré des énergies renouvelables (SREP)	719,66	422,76	479,9	41
Fonds mondial pour la promotion de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables (GEEREF)	281,50	275,50	223,6	19
Partenariat pour la préparation à la commercialisation (PMR)	128,23	119,23	52,3	31

Figure 1: Architecture financière de l'atténuation (US\$ millions)



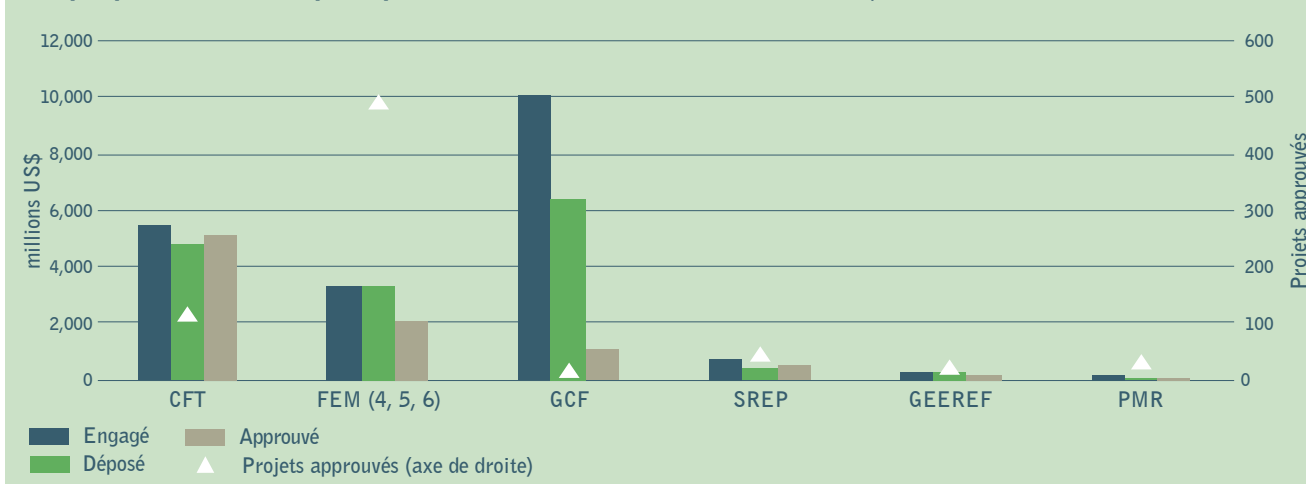
Quels sont les principaux fonds climat d'aide à l'atténuation ?

Le tableau 1 présente les principaux fonds multilatéraux pour le climat suivis par la Mise à jour des fonds climatique qui soutiennent les actions d'atténuation dans les pays en développement. Les fonds varient considérablement en fonction de l'ampleur des projets d'atténuation et des programmes qu'ils peuvent accueillir et du nombre de pays en développement qu'ils soutiennent. Par exemple, les 114 projets approuvés dans le cadre du Fonds pour les technologies propres (FTP) profitent à un petit nombre d'économies de marché émergentes pour réaliser des actions à plus grande échelle. Le FTP a approuvé 5 milliards US\$ de financement par prêt largement programmatique à ces pays. En revanche, près de 500 projets financés par des dons individuels au titre des quatrième, cinquième

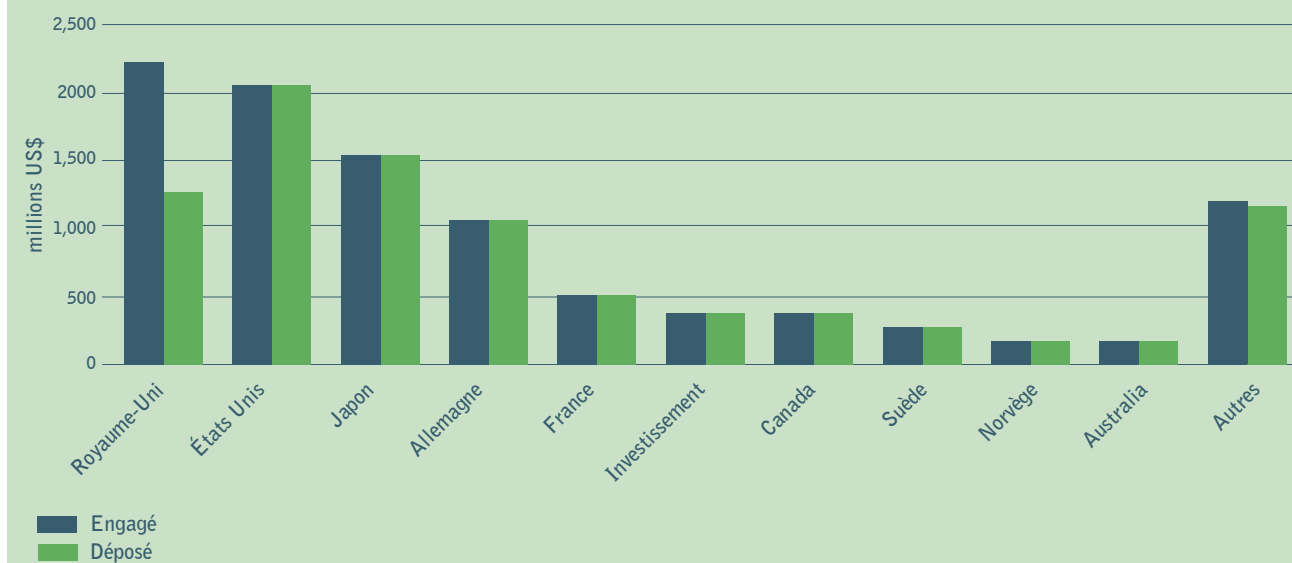
et sixième cycles du FEM, qui couvrent la plupart des pays en développement, représentent moins de la moitié de ce montant. Le Système d'allocation transparente des ressources du FEM (STAR) permet aux pays en développement ayant un faible revenu par habitant d'accéder à un financement à petite échelle pour l'octroi de subventions d'atténuation par le FEM.

En trois ans, le Fonds vert pour le climat (FVC) a approuvé un peu plus d'un milliard de dollars pour des projets axés sur l'atténuation, dont la moitié sous la forme de prêts concessionnels. Les décaissements aux projets n'ont pas encore été réalisés, soit 9% du financement approuvé en décembre 2017. Pendant cette période, le FVC a également approuvé 11 projets transversaux d'une valeur de 731 millions de dollars, tels que 378 millions US\$ pour les facilités de financement de l'énergie durable (SEFF) dans 10 pays.

Graphique 2 : Les fonds principaux d'aide à l'atténuation (USD millions, 2003-2017)¹



Graphique 3 : Montants engagés et déposés pour les projets d'atténuation (2003-2017)²



Parmi les petits fonds, le Programme d'Énergies Renouvelables (SREP) des CIF, qui se concentre sur l'augmentation de la production d'énergie renouvelable et l'amélioration de l'accès à l'énergie dans les pays en développement pauvres, a approuvé 41 projets en décembre 2017. Le Partenariat pour la préparation au marché, quant à lui, s'efforce d'aider les 17 pays à revenu intermédiaire à mettre en œuvre des politiques visant à promouvoir l'investissement privé dans les activités d'atténuation par le biais de subventions.

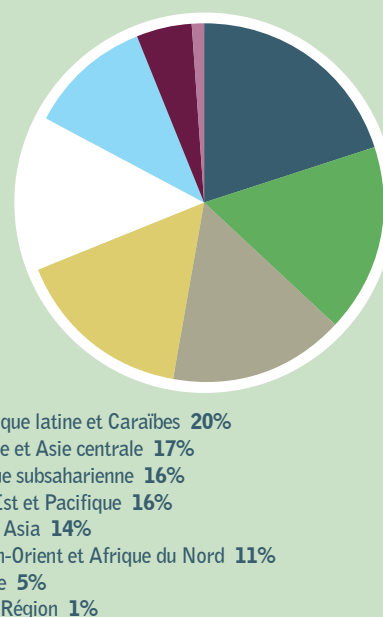
Origine des fonds engagés et déposés dans les Fonds pour l'atténuation

Le financement de l'atténuation a été réparti de manière relativement égale à l'échelle mondiale (graphique 3). Dix pays ont reçu 57% du financement total de l'atténuation. Les pays en développement rapide ayant des besoins et des potentiels d'atténuation substantiels tels que l'Inde (1 056 millions US\$), le Maroc (651 millions US\$), le Mexique (600 millions US\$), l'Afrique du Sud (564 millions US\$) et l'Indonésie (484 millions US\$) sont les premiers les bénéficiaires du financement d'atténuation approuvé. Il peut y avoir des tensions entre la réalisation d'opportunités d'atténuation de GES à grande échelle dans moins de pays et l'investissement dans des solutions à plus petite échelle dont tous les pays en développement peuvent bénéficier. De nombreux projets soutenus par le FEM et le SREP ont cherché à améliorer l'accès à l'énergie pour les pauvres en soutenant l'électrification rurale en utilisant des technologies d'énergie renouvelable.

Avec FEM-6, le FEM en 2014 a commencé à réorienter sa stratégie de programmation des investissements au niveau des projets dans des technologies spécifiques vers une approche programmatique holistique qui couvre différents domaines d'impact (FEM, 2014). Pour FEM-7 (2018-2020), il prévoit d'étendre son approche pilote des instruments autres que les dons dans son domaine d'intervention « climat » (GEF, 2017).

Pour 2017, l'importance du Fonds vert pour le climat en tant que principale source de financement pour les mesures d'atténuation mondiales était évidente. Le FVC a approuvé plus d'un demi-milliard US\$ pour cinq projets de production d'énergie et d'infrastructures durables. Le CTF (254 millions US\$) et le FEM (206 millions US\$) ont également continué à fournir des financements à grande échelle cette année.

Graphique 4 : Répartition régionale des financements d'atténuation approuvés (2003-2017)



In addition to the series of 12 Climate Finance Fundamentals, these recent ODI and HBS publications may be of interest:

- **Six development finance proposals to expand climate investment.** Ilmi Granoff, Darius Nassiry, Neil Bird, Chris Humphrey, Paddy Carter, Alberto Lemma and Annalisa Prizzon describe six promising finance proposals to support greater ambition for low-carbon development. Available at: <http://bit.ly/2n4VLm8>
- **Budgeting for NDC action: initial lessons from four climate-vulnerable countries.** Neil Bird examines the evidence of resourcing NDC policies and actions in four sub-Saharan African countries; Ethiopia, Ghana, Kenya and Uganda. Available at: <http://bit.ly/2EtPkWC>
- **Resource Guide for NDC Finance.** James Rawlins with Matthew Halstead and Charlene Watson present a selection of resources on financing nationally determined contributions (NDCs). Available at: <http://bit.ly/2EbuPKU>
- **Financing our shared future: navigating the humanitarian, development and climate finance agendas.** Charlene Watson outlines what we know about the financing targets and needs, where there is agreement between the agendas on financing issues and where tensions may emerge. Available at: <http://bit.ly/2FTADcD>
- **Promoting Rights-Based Climate Finance for People and the Planet.** A joint discussion paper by hbs and the OHCHR's Right to Development Division outline how existing climate financing mechanisms, including the GCF as a case study, can strengthen their integration of human rights considerations. Available at: <http://bit.ly/2nQPsFq>
- **Financing Loss and Damage: A Look at Governance and Implementation Options.** Julie-Anne Richards and Liane Schalatek discuss categorizations of loss and damage approaches, financing options and whether existing climate funds could channel loss and damage financing. Available at: <http://bit.ly/2nT55wa>
- **Contracts for Sustainable Infrastructure.** In this joint publication by hbs and IISD, Martin Dietrich Brauch outlines how public private partnership (PPP) contracts need to be constructed to ensure the economic, social and environmental and climate co-benefits of infrastructure investments. Available at: <http://bit.ly/2nQNBjQ>

Contact us for more information at info@climatefundsupdate.org

Références et liens utiles

Mise à jour des Fonds climat: www.climatefundsupdate.org (données accessibles en octobre 2017)

CTF (2017). CTF Semi-Annual Operational Report, Washington, DC. https://www.climateinvestmentfunds.org/sites/default/files/meeting-documents/ctf_tfc_20_3_sar_rev.1.pdf

Developed Countries (2016). 'Roadmap to US\$100 billion'. <http://dfat.gov.au/international-relations/themes/climate-change/Documents/climate-finance-roadmap-to-us100-billion.pdf>

GEF (2014). GEF-6 Directions de programmation. Washington, DC: GEF.

GEF (2017). GEF-7 Programming Directions and Policy Agenda, Washington, DC: GEF.

IPCC (2014). Climate Change 2014: Synthesis Report. Contribution of Working Groups I, II and III to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change. Geneva, Switzerland: IPCC.

UNFCCC (2016). Biennial Assessment and Overview of Climate Finance Flows Report. UNFCCC Standing Committee on Finance, Bonn, Germany. http://unfccc.int/cooperation_and_support/financial_mechanism/standing_committee/items/8034.php

Notes

1. Sont inclus l'intégralité et les montants des dépôts des fonds multi-foyers, FEM et GCF, alors que les approbations et les projets représentent les projets d'atténuation dédiés.
2. Il est impossible de déterminer la part des engagements découlant de certains pays pour le GCF (voir CFF11 pour plus d'informations sur l'engagement). La divergence des engagements et des dépôts pour la Grande-Bretagne s'explique par l'utilisation de billets à ordre par ce pays.

Les Notes Fondamentales du financement climatique s'inspirent des données de Climate Funds Update et sont disponibles en anglais, en espagnol et en français sur www.climatefundsupdate.org

Overseas Development Institute
203 Blackfriars Road | London | SE1 8NJ | UK
Tel: +44 (0)20 7922 0300

Heinrich Böll Stiftung North America
1432 K Street, NW | Suite 500 | Washington, DC | 20005 | USA
Tel: +1 202 462 7512